

HORS SÉRIE / JUIN 2014

**SOLIDARITÉ
SOCIALISTE**

Alter Égaux

Rapport d'activités 2013

Le partenariat pour le changement



Sommaire

2	Introduction	
	Sommaire	
3	LA SANTÉ, UN DROIT POUR TOUS	
	Burundi	
4	Sénégal	
5	UN TRAVAIL DÉCENT, UNE VIE DIGNE	
	Bolivie	
6	Brésil	
7	Maroc	
8	Palestine	
9	LE DROIT À L'ALIMENTATION	
	Colombie	
10	Burkina Faso	
11	Cap Vert	
12	Guinée-Bissau	
13	Nicaragua	
14	RD Congo	
15	Au Nord, informer et sensibiliser	
16	Carte du monde	
18	Et aussi...	
20	Des supports de communication vers notre public	
	Des processus de certification	
21	Sans dons, pas d'actions	
22	D'où proviennent et comment se répartissent nos ressources	
23	Les instances et l'équipe	

Introduction

Un contexte politique et économique en pleine mutation

En 2013, l'impact des multiples crises (financière, économique, sociale, climatique, énergétique) continuent à se faire sentir, avec un effet dévastateur sur les populations vulnérables. Cette situation pose des défis planétaires croissants qui requièrent une solution globale. Aujourd'hui, 1,3 milliard de personnes vivent toujours sous le seuil d'extrême pauvreté, 100 millions de personnes basculent dans la pauvreté annuellement et ne peuvent plus se permettre de payer des soins de santé. Des milliers de personnes perdent la vie à l'extérieur des frontières en tentant de fuir les zones de conflits, conséquence de politiques migratoires qui génèrent de l'immigration irrégulière comme l'illustre la situation actuelle des Afghans, Syriens, Palestiniens, Irakiens, Soudanais, pris en étau entre la Grèce et la Turquie. Ces pays mettent en œuvre une politique de contrôle des frontières que l'Europe encourage.

Le monde de plus en plus interdépendant est en pleine mutation tant sur le plan des dynamiques de pouvoir, que des voix qui s'élèvent pour les questionner. Les richesses restent scandaleusement inégalement réparties. On assiste à une avancée fulgurante d'un certain nombre de pays du Sud qui développent des économies dynamiques, acquièrent un poids politique croissant, et influencent la progression du développement humain. Le rapport sur le développement humain 2013 relève que d'ici 2020, la production économique combinée de la Chine, du Brésil et de l'Inde, qui ne représentait que 10% de l'économie mondiale en 1950, dépassera à elle seule celle cumulée du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

Solidarité Socialiste: 12 pays et 34 organisations partenaires

Dans ce contexte, Solidarité Socialiste poursuit son action de défense de la démocratie, de la citoyenneté et du Droit international. Ses partenaires de terrain encadrent les populations vulnérables dans la revendication de leurs droits économiques et sociaux, et en particulier le droit à la santé, à l'alimentation et au travail décent. La stratégie de l'ONG à ce niveau consiste à renforcer des organisations locales afin d'améliorer les conditions sociales et matérielles de vie de leurs membres, mais aussi et surtout à renforcer leur pouvoir d'influence sur les politiques de développement locales et nationales qui les concernent.

Solidarité Socialiste et les **34 partenaires** du programme 2010-2013 soutiennent **299 organisations communautaires locales** et **54 réseaux d'associations**. Celles-ci également un travail dans le sens de plus d'égalité entre les hommes et les femmes, vis-à-vis des jeunes et d'autres groupes sociaux marginalisés, et pour des institutions et des politiques plus démocratiques et transparentes.

Rendre les associations plus fortes

Soutenir les associations locales se traduit notamment par des formations qui leur permettent d'améliorer le travail d'analyse de leur environnement social et politique et d'élaborer des stratégies d'action adaptées. Grâce aux formations, elles renforcent également leurs compétences institutionnelles et techniques et leurs capacités à mobiliser elles-mêmes des ressources financières. Une autre dimension de notre appui consiste à favoriser et faciliter les échanges et les interactions entre les associations, aux plans local, national, et international afin de partager les expériences positives et de développer leur pouvoir d'influence auprès des décideurs politiques.

La nouvelle Loi sur la coopération au développement

En Belgique, sous l'impulsion du Ministre de la Coopération Paul Magnette et ensuite de son successeur le Ministre Jean Pascal Labille, la question de l'efficacité de l'aide est devenue une priorité de la coopération belge, pas seulement en tant que pratique mais aussi au niveau de la cohérence des différentes politiques en faveur du développement (CPD). La CPD concerne donc aussi le commerce, les finances, le changement climatique et la sécurité alimentaire, en intégrant les différents niveaux de compétences: national, régional et international. La nouvelle loi relative à la coopération au développement repose sur une vision fondée sur les droits humains et est centrée sur la lutte contre les inégalités et la justice sociale. Les principes qui guident cette loi ont été mis en œuvre dans le courant de 2013.

LA SANTÉ, UN DROIT POUR TOUS

Bon nombre d'Etats africains tentent aujourd'hui de mettre en place des politiques susceptibles d'améliorer l'accès des populations aux soins de santé. Cependant, pour la plupart, les capacités d'intervention du secteur public restent très faibles. Le modèle des mutuelles y est donc présenté comme une alternative, basée sur la solidarité des adhérents. Solidarité Socialiste et ses partenaires soutiennent leur mise en place au Burkina Faso, au Burundi, au Cap vert, en RDC et au Sénégal.

Burundi: une pharmacie pour un accès plus facile aux médicaments

Au Burundi, alors que la population est déjà l'une des plus pauvres du monde, le pouvoir économique des familles s'est affaibli en 2013. La flambée des prix de la plupart des produits, l'incendie de plusieurs marchés (dont celui de Bujumbura), la réintroduction de la taxation par l'Etat des produits agricoles de base et une des pires campagne de récolte du café de l'histoire du pays, couplée à la dégringolade de son prix sur le marché mondial, ont fait de cette année une catastrophe pour la survie de la population burundaise.

Le contexte national aura été très mouvant, avec des flux et reflux au niveau de la stabilisation de la démocratie. Le retour d'exil des opposants et la négociation d'une feuille de route pour des élections apaisées en 2015 avaient redonné l'espoir d'évoluer vers une véritable consolidation de la paix, mais le comportement des politiciens, aussi bien du pouvoir que de l'opposition, a créé des tensions dommageables à la sérénité des populations.



2013, la confirmation du rôle à jouer par les mutuelles de santé communautaires dans la politique nationale de protection sociale du gouvernement.

2012 avait été une année très difficile pour les mutuelles, entre autre suite à la relance de la Carte d'Assistance Médicale (CAM) par l'Etat. En 2013, le travail de sensibilisation et d'information fait par Adisco et la Femuscabu et les premiers constats lors de l'utilisation de la CAM, ont permis de redresser les mutuelles et de convaincre leurs membres que, si le projet de la CAM est exclusivement piloté par l'Etat, le système tel que proposé conduira forcément à une forte dégradation de la qualité des soins. Entre temps, le Président de la République du Burundi a précisé que le gouvernement encourage les promoteurs des Mutuelles de Santé auxquelles il demande d'augmenter leur couverture sociale pour l'épauler dans ses efforts de soutien à la Protection sociale. Cette annonce, ainsi que la campagne de sensibilisation à l'adhésion aux mutuelles de santé entreprise fin 2013 par la Ministre ayant la protection sociale comme compétence, ont renforcé la crédibilité des mutuelles.

Yoba, est un quartier populaire situé à cinq cents mètres du centre de Gitega, sur la route qui relie la deuxième ville du pays à la capitale, Bujumbura. Même si une petite menuiserie occulte une partie du champ de vision, un bâtiment fraîchement repeint d'un vert vif attire le regard. Il abrite la pharmacie et le centre de santé «le Quinquina» dont le propriétaire majoritaire est la coopérative Terimbera. Une coopérative mise en place par les mutuelles de santé des caféiculteurs du Burundi pour faciliter l'accès aux médicaments et aux soins de santé de ses membres. Y parvenir n'a pas été chose aisée pour le partenaire du projet, l'ONG burundaise ADISCO. Les difficultés administratives ont été nombreuses.

Carte d'identité



Le Burundi, petit pays d'Afrique Centrale sans accès à la mer, est l'un des plus pauvres du monde (178 sur 187 au classement de l'IDH et 66% de la population vivant sous le seuil de pauvreté) et des plus densément peuplés. Alors que son économie repose principalement sur l'agriculture (32% du PIB) et l'élevage, la moyenne des superficies cultivées dépasse rarement la moitié d'un hectare par famille, une situation intenable pour une population qui vit à 90% de l'agriculture. La protection sociale de la population est très faible et concerne seulement 17,9% de la population dont 10% sont les employés du secteur formel.

Au Burundi, Solidarité Socialiste soutient l'ONG ADISCO qui accompagne la mise en place de 25 mutuelles de santé des caféiculteurs du Burundi, leurs 5 unions et leur Fédération, la FEMUSCABU. En collaboration avec la Confédération Nationale des Associations des Caféiculteurs du Burundi (CNAC), le programme appuie le développement d'activités complémentaires pour améliorer la capacité contributive des mutuellistes et le développement de diverses filières agricoles.

Budget réalisé en 2013 : 269.961,70 €

© E. NIYONWUNGERE/Solidarité Socialiste

Nous saluons l'ouverture de notre pharmacie et de notre centre de santé. Ils desservent les petites comme les grandes gens à la recherche de soins et de médicaments de qualité. Et nous en sommes fiers. Maintenant, nous, paysans et paysannes, avec la mutuelle, nous pouvons nous faire soigner chez nous, sans devoir vendre nos terres ou nos biens familiaux.



© E. NIYONWUNGERE/Solidarité Socialiste



Carte d'identité

Le 20 septembre 2013, Macky Sall, Président du Sénégal, a marqué le lancement officiel de la Couverture Maladie Universelle. Elle repose sur les mutuelles de santé communautaires et se fixe comme objectif d'atteindre 65 % de la population sénégalaise d'ici l'horizon 2017. Son slogan : « Une collectivité locale, une mutuelle de santé ».

Au Sénégal, Solidarité Socialiste soutient quatre organisations (Green, FONGS, Oyofal Paj et Aprofes) qui, à leur tour, encadrent des associations locales : 29 réseaux et groupements de producteurs et de productrices agricoles, coopératives, organisations de femmes, et 12 mutuelles de santé à base communautaire.

Budget réalisé en 2013 : 318.467 €



Sénégal : les mutualistes interpellent leur gouvernement !

Du 23 au 26 novembre 2013, Dakar, capitale du Sénégal, a accueilli un colloque international organisé par les organisations partenaires de Solidarité Socialiste, sur le thème « Couverture Maladie Universelle au Sénégal. Quel positionnement pour la société civile ? ».

L'espace de 4 jours, des représentants d'organisations partenaires du Burundi, du Burkina Faso, de la République Démocratique du Congo ainsi que des Mutualités Solidaris du Centre, Charleroi et Soignies et de Solidarité Socialiste ont rejoint les partenaires de Solidarité Socialiste au Sénégal et les différentes Unions de mutuelles de santé pour interpeler le gouvernement.

Des représentants des autorités publiques ainsi que d'autres acteurs de la coopération actifs dans le domaine de l'accès aux soins participaient également aux débats et alimentaient les réflexions : en tout, pas moins de 60 personnes !



Objectif : déposer un mémorandum au Ministère de la santé

L'objectif de ce colloque était d'aboutir à un mémorandum en réaction à la mise en place d'une Couverture Maladie Universelle par le Président Macky Sall le 20 septembre dernier. En effet, afin d'assurer une réelle politique d'accès aux soins pour tous et toutes, le mouvement mutualiste sénégalais, soutenu par les participants internationaux, a tenu à exprimer différentes revendications concernant tant le cadre juridique que la qualité de l'offre de soins ou encore la mise en place de subventions budgétaires aux mutuelles de santé.

Les travaux ont débuté par une lecture critique du projet de mémorandum élaboré par les partenaires sénégalais et à des amendements. La suite de la rencontre a été consacrée aux présentations des expériences mutualistes des pays représentés, du Burundi au Burkina Faso, en passant par la RDC, ainsi que l'histoire des Mutualités Socialistes en Belgique. D'autres initiatives de coopération au Sénégal sont venues enrichir les réflexions et, au terme de cette seconde journée, la version finale du mémorandum a été validée.

Au lendemain de ces deux journées productives, et comme point d'orgue du colloque, le Ministère de la santé, du travail, ainsi que d'autres représentants des autorités publiques sénégalaises sont venus présenter leur programme et recevoir le mémorandum qui leur était adressé. Une conférence de presse a clôturé la séance et, dès l'après-midi, la toile sénégalaise relayait l'évènement.

Après les débats, le terrain

Les rencontres internationales appuyées par Solidarité Socialiste comprennent généralement des visites de terrain. Après ces 3 journées en salle, la délégation internationale a pu découvrir le travail quotidien des mutuelles de santé sénégalaises. La délégation a pris la route de Kaolack pour aller à la rencontre de différentes mutuelles, rurales et urbaines, et comprendre la manière dont elles fonctionnent dans les villages. La prise en compte des revendications du mémorandum devra notamment permettre à ces mutuelles de disposer de moyens financiers et humains plus importants, de renforcer leurs capacités et compétences et de les impliquer dans l'amélioration de la qualité de l'offre de soins. Des changements importants pour ces mutuelles !

UN TRAVAIL DÉCENT / UNE VIE DIGNE

Parce qu'en ville, plus d'un milliard de personnes vivent dans la pauvreté, Solidarité Socialiste soutient plus de 100 associations et 37 réseaux qui agissent au quotidien dans les quartiers, avec leurs habitants, pour améliorer leurs conditions de vie et défendre leurs droits sociaux en Afrique (Cap Vert, RDC, Guinée Bissau et Maroc), en Amérique latine (Bolivie, Brésil, Colombie) et en Palestine.



Bolivie: entre jupes et défense des droits des femmes

En Bolivie, les gouvernements municipaux acquièrent des compétences importantes dans l'administration de la gestion publique au niveau local. Dans ce sens, la volonté politique, juridique et sociale de la municipalité de Tacobamba a motivé l'attribution directe de ressources économiques importantes et a permis de développer davantage d'initiatives de production. A Poroma, les associations et le syndicat se concertent et s'organisent, ce qui a permis d'institutionnaliser des foires de production municipales qui mettent en avant les producteurs locaux, les stimulent et les encouragent. Des initiatives à suivre...

Etre une femme à la campagne, une punition!

«Être une femme à la campagne est une punition: il faut cuisiner, s'occuper des enfants, aider nos maris, etc. Qui plus est, personne ne reconnaît notre travail».

Dans la région de Poroma, au sud de la Bolivie dans le département de Chuquisaca, les femmes n'étaient pas ou trop peu prises en considération. Elles étaient reléguées aux travaux domestiques et très peu mises en valeur au sein de la communauté. Il s'agit souvent de mères célibataires, car les hommes partent à l'étranger trouver du travail saisonnier, la vie est dure.

Les femmes d'une communauté se sont organisées, elles se sont formées à la couture et regroupées jusqu'au jour où elles ont pu créer leur propre association: «Las Estrellitas» (Les petites étoiles). Il s'agissait d'une des premières associations de femmes de la région. Leur objectif était la confection de jupes, blouses, joggings et t-shirts. Pourtant, elles étaient encore peu organisées et arrivaient à peine à survivre de leurs quelques confections.



Carte d'identité

«Stabilité» est le terme qui pourrait définir la situation sociale, politique et économique actuelle du pays. L'État souhaite mettre en place la nouvelle Constitution politique grâce à la promulgation de lois. Cependant, pour la plupart, ces lois ne sont pas appliquées comme elles le devraient. Souvent les familles paysannes ne voient pas les résultats concrets ou les bénéfices tangibles de celles-ci. Le travail des partenaires de Solidarité Socialiste est donc surtout d'informer et d'analyser avec les communautés la portée de ces lois.

En Bolivie, Solidarité Socialiste soutient deux organisations: La «Fondation interculturelle Nor Sur» et la «Fondation ASUR» qui, à leur tour, appuient 37 communautés rurales et plus de trois mille familles dans les régions de Sorata, Tacobamba et Poroma.

Budget réalisé en 2013: 273.615,39 €

Un nouveau regard...

L'organisation bolivienne partenaire de Solidarité Socialiste, la «Fondation ASUR», a accompagné l'association Las Estrellitas dans l'objectif de renforcer tant l'association que les femmes qui en faisaient partie. Les femmes ont reçu des formations à la gestion administrative et financière afin de renforcer l'organisation sur le plan interne (amélioration de la participation démocratique) et externe (en élargissant leurs marchés de vente par exemple), en renforcement de leadership, ce qui leur permet aujourd'hui de s'imposer afin de revendiquer leurs droits tant auprès des administrations locales qu'au sein de la famille. Elles demandent également des formations techniques en couture afin de produire plus rapidement des vêtements de meilleure qualité et avec du matériel plus adapté.

«Au début, on ne gagnait rien, mais au moins, on confectionnait des vêtements pour nos enfants, pour nous-mêmes, et même pour nos maris. On économisait de l'argent. Malgré ça, nos maris nous disaient: «Tu perds ton temps, au lieu de t'occuper des enfants et de la maison». Comme on avait appris à mieux coudre, on produisait plus. On a commencé à vendre nos vêtements sur les marchés, et on revenait avec de l'argent à la maison».

Petit à petit les hommes et les autorités ont porté un regard neuf sur ces femmes qui se mobilisent chaque jour davantage pour faire changer les choses dans leur village. Elles font aujourd'hui véritablement entendre leur voix.

On veut que les choses changent, que les autres femmes, et tout particulièrement les plus jeunes, s'organisent, soient formées et ne souffrent pas comme nous. On doit s'aider entre femmes et réclamer nos droits, pour avoir notre place parmi les hommes. On ne doit plus rester en retrait!

Remigia Choque-Socia, membre de l'association.



Carte d'identité



L'année 2013 a été marquée par les manifestations déclenchées, à l'origine, pour revendiquer la gratuité des transports publics à São Paulo. Fortement réprimées, elles se sont exacerbées face aux dépenses publiques exorbitantes en vue de la prochaine Coupe du Monde de la FIFA. Le mouvement de protestation a ravivé des revendications socio-économiques latentes sur des questions telles que le logement, les transports publics, les conditions de travail ou l'accès aux soins de santé.

Au Brésil, Solidarité Socialiste soutient quatre organisations (Institut Florestan Fernandes de formation à la citoyenneté - IFF, Mouvement des Sans Terre, Etapas, FASE Bahia) qui, à leur tour, appuient une fédération de 56 associations de quartier à Recife, 8 organisations ou coopératives d'agriculteurs et 5 associations d'économie sociale et solidaire dans le Nordeste.

Budget réalisé en 2013 : 396.490,91 €



Brésil: quand soleil rime avec solidarité

Au Brésil, dans les villes du Nordeste, les grands projets économiques et les sécheresses récurrentes renforcent l'exode rural vers les villes qui, de leur côté, connaissent des problèmes liés à leur développement anarchique et aux défaillances des politiques publiques : pauvreté, chômage. Face à cette situation, les communautés s'organisent. Les femmes notamment.

Quand le développement local devient l'affaire des femmes

Située dans le quartier de Dendê, dans la périphérie de la ville de Fortaleza (2,5 millions d'habitants) sur le littoral nord-est du Brésil, l'association des Femmes DendêSol est née en 1993, suite à la participation d'un groupe de femmes à une rencontre portant sur les bases et les principes de l'économie solidaire. La plupart de ces femmes au foyer, exclues du marché de travail, ignorait complètement ce concept. Mais après la formation, elles ont décidé d'adopter ce modèle économique pour en faire profiter la communauté. Avec l'appui de l'IFF et de Solidarité Socialiste, le groupe a mis à profit les aptitudes de chacune pour y organiser des formations en artisanat, couture, cuisine, communication radio, musique, éducation et s'est investi dans des projets économiques locaux. Jusqu'à ce jour, elles organisent des marchés communautaires hebdomadaires où sont commercialisés des produits artisanaux réalisés à partir de matériaux recyclés (sacs, tapis, jouets, etc.), des confiseries et plats cuisinés, ainsi que des fruits et légumes de producteurs familiaux de la zone rurale.

Une économie non plus pour survivre, mais pour transformer

C'est en 2000 qu'elles ont baptisé leur association *Dendê Sol*, Dendê étant le nom du quartier et *Sol* signifiant « Soleil », symbole de vie et de solidarité. Car en cours de

© Dona CELIZA, Présidente de Dendê Sol



route, les Femmes du Dendê ont élargi leur vision du monde: la sphère économique a pris place dans leur vie non plus seulement pour garantir l'argent de la survie, mais bien en tant qu'élément transformateur de la réalité et du quotidien.

D'ailleurs, pour devenir membre de l'Association, il faut assumer un certain nombre d'engagements, par exemple, lutter pour l'amélioration de la communauté, participer régulièrement aux réunions de l'association et aux formations proposées et payer une cotisation de 1 euro par mois.

En outre, chaque samedi, les membres qui veulent exposer leurs produits payent 2 euros qui alimenteront aussi la caisse de l'association.



“

Ce serait formidable si l'expérience d'AJR et d'AFAQ pouvait s'étendre à d'autres grandes villes du Maroc comme base de revendication pour des politiques publiques locales qui prennent en compte les besoins des populations, des femmes et des jeunes en particulier. Le mouvement du 20 février a ouvert des espaces d'expression des droits qui sont aujourd'hui en recul. Et nous on ne veut plus reculer ; on veut avancer !

Sandra, militante AJR et animatrice du Théâtre de l'Opprimé de Casablanca

”



Carte d'identité

Au Maroc, le mouvement du 20 février (M20F) inspiré par les printemps arabes a déjà trois ans. Malgré une forte mobilisation populaire, les formations politiques divisées et peu mûres ont manqué le rendez-vous d'un pacte démocratique de substitution au régime en place. La nouvelle Constitution était censée garantir aux citoyens plus de démocratie, de stabilité ainsi que la lutte contre la corruption. Mais les promesses n'ont pas été tenues.

Au Maroc, Solidarité Socialiste soutient deux réseaux associatifs, Action jeunes RESAQ (AJR) et Action des femmes des associations de quartier (AFAQ) qui, à leur tour, appuient 6 réseaux d'associations de quartier et 47 associations.

Budget réalisé en 2013 : 326.501 €



Maroc: les habitants des quartiers populaires de Casa à la conquête de l'espace public

La municipalité de Casablanca ne dispose toujours pas d'un plan de développement local. Les budgets communaux sont dérisoires et la population des quartiers populaires en fait les frais.

Une société en manque d'espace démocratiques et de participation populaire

Le mouvement du 20 février a ouvert une brèche en modifiant la relation entre le pouvoir et le citoyen, dissipant la peur tétanisante et favorisant une culture de la contestation. Ce changement de paradigme a impacté les structures politiques, syndicales et associatives. Cependant, aujourd'hui, au plan socio-politique, les déceptions sont nombreuses : impunité, recrudescence de procès politiques contre les journalistes et militants, dégradation sociale de couches de plus en plus larges de la population. Un durcissement se manifeste également contre une culture alternative, essentiellement portée par des jeunes. La date des élections communales et régionales, initialement prévues en 2012, a été reportée en 2015.

Le Forum des quartiers populaires de Casablanca: un espace d'expression pour les jeunes et les femmes

C'est dans cet esprit qu'AJR, AFAQ et leurs membres ont organisé un forum social des quartiers populaires, qui a eu lieu en décembre dans les anciens abattoirs municipaux désaffectés de Casa. Leur objectif : influencer l'élaboration des lois organiques et des plans de développement communaux, exiger la prise en compte de la thématique du genre dans les budgets, plaider pour la prise en compte des droits socio-économiques et politiques des citoyen(ne)s des quartiers populaires de Casablanca. Tout en renforçant l'enracinement local du processus du forum social marocain, ce Forum

de quartier a encouragé les élites populaires à se coordonner, à créer des alliances avec différentes composantes de la Société Civile aux niveaux local et national. Il a mobilisé 2.000 personnes autour de 3 thématiques, définies sur base des préoccupations des populations : l'évaluation des politiques publiques de la ville, le rôle de la société civile dans leur élaboration et la place de l'économie informelle. Parallèlement aux espaces de débats, le Forum ouvrait également toute une série d'espaces d'expression pour divers groupes artistiques issus des quartiers . .



Palestine : construire là où Israël détruit !

Statistiquement, le nombre de colons israéliens dans les Territoires Palestiniens a connu un accroissement d'environ 5% par an depuis 2001. Aujourd'hui, on l'évalue à 550.000 personnes et le territoire qu'ils contrôlent augmente inexorablement. En outre, les démolitions d'habitations et les expulsions continuent d'être monnaie courante en Cisjordanie - 663 structures ont été démolies sur la seule année 2013! Par ailleurs, les forces armées israéliennes ont continué leurs raids et les arrestations de Palestiniens se sont poursuivies. La sécurité physique des Palestiniens continue ainsi d'être menacée et, de manière générale, les perspectives d'une paix négociée restent fort éloignées.



Une journée de solidarité en Palestine

Judi 19 septembre, les clubs de jeunes partenaires de Solidarité Socialiste de Naplouse et Ramallah en Palestine, accompagnés par 40 jeunes volontaires, se sont rendus au village de Kirbeit Al Mak-houl, situé dans la vallée du Jourdain, afin d'aider les villageois à reconstruire leurs habitations suite à leur démolition par l'armée israélienne. En effet, un ordre de démolition émis par la Cour Suprême israélienne avait établi que ces habitations n'avaient pas été construites avec le permis « légal », et l'armée israélienne avait procédé à leur destruction..

En concertation avec la population, les associations ont décidé d'organiser cette journée et de faire venir des jeunes volontaires pour aider à la reconstruction des habitations.

Tous sont arrivés sur les lieux aux environs de 9h30 et après avoir discuté avec les habitants, ils se sont attelés à la tâche. Les volontaires ont été divisés en plusieurs groupes et chacun est parti avec un membre du village pour l'aider à reconstruire sa maison.

Avant que débute l'activité, l'armée israélienne était déjà sur place, à surveiller les lieux. Du personnel du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies était également présent pour assurer une distribution de vivres. Il a, d'ailleurs,

demandé aux volontaires et aux organisations d'attendre la fin de la distribution de nourriture pour commencer les travaux, craignant que l'armée israélienne ne voie cela comme une provocation et réagisse de manière violente, mettant en danger l'ensemble des personnes présentes sur le site : villageois, jeunes volontaires et personnel des Nations Unies. Toutefois, après avoir patienté une quarantaine de minutes, les organisations n'ont pas voulu prendre le risque de compromettre l'activité et les jeunes volontaires ont commencé la reconstruction guidés par les villageois.

La matinée a été interrompue par l'arrivée de diplomates, ainsi que de Saeb Erekat, représentant de l'Autorité Palestinienne en charge des négociations avec Israël, de Marwan Tubasi, gouverneur de Tubas, ainsi que de journalistes palestiniens et internationaux les accompagnant. Malgré un remue-ménage médiatique relativement important, les volontaires ne se sont pas laissés troubler dans leurs tâches.

Par le biais de cette activité, les associations de jeunes soutenues par Solidarité Socialiste ont démontré qu'elles pouvaient réagir de manière très efficace aux événements, organisant une journée complète de mobilisation dans les heures qui ont suivi la démolition des habitations de Kirbeit al Mak-houl. De plus, cette action a été très instructive pour les jeunes volontaires qui, pour la grande majorité, n'ont que très peu d'occasions de se rendre dans la vallée du Jourdain, d'échanger avec les populations et de se rendre compte de leurs dures conditions de vie. Une belle illustration de solidarité de la jeunesse palestinienne.

Carte d'identité

Le 19 juillet 2013 a été marqué par la reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens sous l'hospice du secrétaire d'Etat américain John Kerry. Néanmoins, ces nouvelles négociations n'ont pas suscité de vague d'optimisme et d'aucuns ne disaient qu'elles étaient dès le départ vouées à l'échec.

En Palestine, Solidarité Socialiste soutient trois organisations (MA'AN, Bisan Center for Research and Development et le Popular Art Center) qui, à leur tour, encadrent 15 associations communautaires et clubs de jeunes dans les districts de Naplouse et Ramallah ainsi que dans la bande de Gaza.

Budget réalisé en 2013 : 312.176,66 €



DROIT À L'ALIMENTATION

Plus d'un milliard de personnes sous-alimentées vivent dans les zones rurales. Il s'agit, pour la plupart, d'agriculteurs familiaux. En Bolivie, au Brésil, au Burkina, en Colombie, en RDC, en Guinée-Bissau, au Nicaragua et au Sénégal, Solidarité Socialiste et ses partenaires renforcent les organisations paysannes et leurs fédérations. Elles améliorent concrètement les conditions matérielles et sociales de vie des paysans et constituent une force de pression pour influencer les politiques agricoles publiques.



Colombie: grain de Café

En Colombie, l'année 2013 a été marquée par de nombreuses protestations. Les mouvements populaires ont gagné en puissance dans différents secteurs: production de café, industrie minière, secteur agricole, santé, éducation. Les manifestations dans leur ensemble témoignent d'un mécontentement généralisé face au modèle d'ouverture économique du pays. Dès l'application du modèle néolibéral, l'économie colombienne a connu une embellie, ce qui a favorisé l'investissement étranger et les bénéfices que cela engendre. Malheureusement, cette croissance n'a pas servi à améliorer les conditions de vie de la population. Avec le temps, suite aux tactiques de désolidarisation du gouvernement, le mouvement populaire s'est dispersé. A cela s'est ajoutée la criminalisation des manifestations sociales, qui a porté atteinte aux libertés d'expression et de manifestation en Colombie.



Améliorer la qualité de vie grâce au café

L'ASOPROECO est une organisation de producteurs de la municipalité d'El Tambo Cauca appuyée par le programme de Solidarité Socialiste depuis 2011. L'association recherche le développement économique et social de la région et l'amélioration de la qualité de vie de ses habitants grâce à la production de café, mais également son traitement et sa commercialisation.

Ana est productrice de café dans le hameau de La Cuchilla de El Tambo (municipalité située dans le département de Cauca). C'est une mère de famille de 40 ans, qui peut aujourd'hui payer des études à ses deux enfants. Ana a rejoint l'association il y a 2 ans, mais ses parents en font partie depuis plus de 12 ans, dès son origine. Après sa séparation, Ana est revenue au hameau et a appris le fonctionnement de l'organisation.

Quand je suis arrivée à ASOPROECO, je ne comprenais pas pourquoi ils organisaient autant de réunions. J'avais l'impression de perdre mon temps. Cependant, j'ai peu à peu pris connaissance des expériences des familles. Je me suis rendue compte qu'il était important de se former, de participer et de travailler avec d'autres personnes. J'ai été séduite par la manière dont ils se considéraient dans le groupe, avec respect et responsabilité. Même si certains avaient plus de connaissances que d'autres, tout le monde était disposé à collaborer et partager. J'ai appris à écrire des projets, j'ai acquis des connaissances de base en informatique et en communication. J'ai également appris à écouter mes collègues, à les comprendre, et à trouver des solutions aux conflits internes à l'organisation, mais aussi familiaux.

Ana Melina Palechor - secrétaire du comité directeur de l'ASOPROECO et membre du comité de communication de l'assemblée régionale.





Burkina Faso : les femmes prennent plus de place dans la communauté

Le président Blaise Compaoré, au pouvoir depuis son coup d'État en 1987, devrait achever en 2015 son quatrième et dernier mandat. Cependant, la récente création d'un sénat, impulsée par le président, suscite une indignation populaire ainsi que de violentes réactions de l'opposition qui voit dans cette nouvelle institution un levier pour une modification de la constitution qui permettrait à Blaise Compaoré de briguer à nouveau la présidence. Même si en 2011, une contestation sociale massive impliquant étudiants, magistrats, syndicats et même militaires avait donné lieu à une série de réformes politiques et institutionnelles, les raisons profondes qui ont mené à ces révoltes, notamment le déficit démocratique, persistent.

Accès à la terre pour les femmes

Les femmes rurales du Burkina Faso ont très peu accès à la terre et à d'autres ressources qui puissent leur procurer des revenus, notamment parce que le droit coutumier ne les autorise pas à être propriétaires de la terre. Les femmes représentent pourtant une forte proportion de la population active et contribuent beaucoup aux activités agricoles. Mais vu les difficultés d'accès à la terre, ce sont elles qui sont le plus touchées par la pauvreté. De ce fait, elles restent très dépendantes financièrement de leur mari et peinent à trouver des ressources pour assurer les soins de santé ou les frais de scolarité de leurs enfants, par exemple. Le faible niveau d'instruction des filles n'améliore pas cette situation : de façon générale, les femmes participent très peu aux prises de décisions, à tous les niveaux.

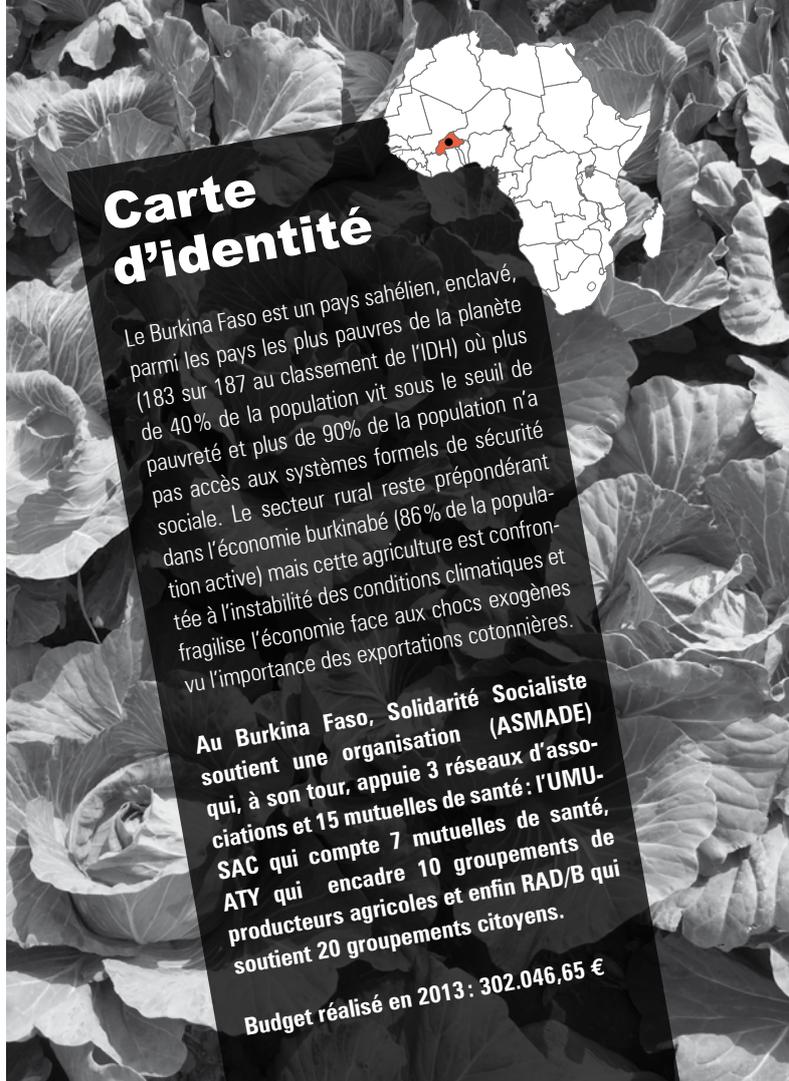
Aujourd'hui, grâce à l'appui d'ATY, des groupements de femmes comme Wend Panga (15 membres) et Sandgo (17 membres) ont, par exemple, pu négocier des parcelles auprès de propriétaires terriens et de la direction provinciale de l'agriculture pour faire du maraîchage et de la culture de riz.

En effet, ATY, réseau de groupements villageois, appuie plusieurs groupes de femmes : à travers des formations en alphabétisation (en langue locale : le mooré), en techniques de transformation : savon, soubala (sorte de cube de bouillon traditionnel), en gestion, en technique de maraîchage, ces femmes sont ainsi capables de développer des activités génératrices de revenus.

Depuis, le mode de vie de ces femmes a changé : elles disposent de plus de revenus, peuvent assurer les frais médicaux de leurs enfants ou payer les moyens de transport, ce qui facilite leur travail. En procurant des ressources financières au ménage, elles participent aussi davantage aux prises de décisions et petit à petit occupent une place plus importante dans la communauté.

Nous aidons nos époux dans la gestion des dépenses du ménage et cela nous donne plus de poids dans la négociation et les prises de décisions. Par exemple, mon époux avait d'abord refusé que je creuse le trou de la fosse fumière dans notre cour sous prétexte que nos enfants risquent d'y tomber en période hivernale. Mais j'ai réussi à le convaincre au fil du temps et aujourd'hui, je peux exploiter plus de 2 camions de fumure organique et j'envisage de creuser une autre fosse

Marie Ilboudo (4^{ème} au concours de meilleure fumure organique lors de la Journée des Producteurs du Kourwéogo 2013, organisée par ATY)



Carte d'identité

Le Burkina Faso est un pays sahélien, enclavé, parmi les pays les plus pauvres de la planète (183 sur 187 au classement de l'IDH) où plus de 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté et plus de 90% de la population n'a pas accès aux systèmes formels de sécurité sociale. Le secteur rural reste prépondérant dans l'économie burkinabé (86% de la population active) mais cette agriculture est confrontée à l'instabilité des conditions climatiques et fragilise l'économie face aux chocs exogènes vu l'importance des exportations cotonnières.

Au Burkina Faso, Solidarité Socialiste soutient une organisation (ASMADE) qui, à son tour, appuie 3 réseaux d'associations et 15 mutuelles de santé : l'UMU-SAC qui compte 7 mutuelles de santé, ATY qui encadre 10 groupements de producteurs agricoles et enfin RAD/B qui soutient 20 groupements citoyens.

Budget réalisé en 2013 : 302.046,65 €





Cap Vert: à Santa Isabel, la solidarité a porté ses fruits

Vu leurs origines volcaniques, les îles du Cap vert présentent un relief montagneux. Certaines communautés isolées en pleine montagne se retrouvent sans accès aux services sociaux de base. Tel est le cas de Santa Isabel, hameau de 186 habitants situé sur l'île de Santo Antão au Nord du Cap Vert.

Une communauté isolée du monde

Pour parvenir à Santa Isabel, il faut marcher durant 2h30 sur des chemins de pierre mal entretenus. Malgré le grand potentiel de la région, l'écoulement des produits de l'agriculture et de l'élevage, principales sources de revenu de la population locale, est très difficile. La situation s'est encore dégradée par manque d'opportunités de travail et vu le faible intérêt des propriétaires terriens à investir dans leurs terres. L'évacuation d'un blessé ou d'un malade est également problématique. La dernière visite d'un médecin à la communauté date de l'année 2012. L'accès à l'eau, l'électricité ou à la téléphonie mobile est presque inexistant. Les habitants doivent recourir à l'eau de source pour tous leurs besoins domestiques et agricoles.

Surmonter les difficultés grâce à la solidarité et au dynamisme associatif

Cependant l'esprit de solidarité et d'entraide parviennent à pallier à ces conditions de vie qui, sans cela, seraient insoutenables. L'Association pour le Développement de Santa Isabel, qui compte aujourd'hui 72 membres, a été créée en 2000 pour appuyer le développement local. Encadrée par l'Atelier Mar, elle a bénéficié de financements pour la réhabilitation de l'école primaire (même si 3 des professeurs font tous les jours 5 heures de marche pour y donner cours!), où se réalisent aussi diverses activités collectives: commémorations, réunions,



Carte d'identité

Le Cap Vert est un archipel de 10 îles dont 9 peuplées par 500.000 habitants, situé au large des côtes du Sénégal. La situation socio-économique et politique est relativement stable mais la pauvreté, même si elle a diminué ces dernières années, reste préoccupante. Le taux de chômage en milieu urbain chez les femmes et les jeunes atteint les 20%. En outre, la crise financière internationale a eu pour effet une forte diminution de l'aide extérieure destinée au pays.

Au Cap-Vert, Solidarité Socialiste soutient deux organisations: Citi Habitat sur l'île de Santiago, et l'Atelier Mar sur les îles de Santo Antão, São Vicente et São Nicolau. Ces organisations appuient 52 organisations communautaires, regroupées en deux réseaux, le RASSOL (îles du Nord) et ANIMAR (Praia) dont fait partie la mutuelle de santé de Praia.

Budget réalisé en 2013: 279.659,35 €

assemblées. Grâce à cet appui, elle a fait l'acquisition d'un générateur d'électricité, d'un ordinateur et d'une imprimante. Avec d'autres associations communautaires de la région, dans le cadre du réseau RASSOL, des représentants de la communauté se sont formés en gestion associative; et un projet de formation en transformation alimentaire est actuellement en cours pour les jeunes, afin qu'ils puissent développer de petites entreprises liées à l'activité agricole.



Les pouvoirs publics municipaux n'ont pas toujours conscience de la situation des communautés éloignées, car ils se rendent rarement sur place. Le pari de l'Association de Santa Isabel et de l'Atelier Mar a été d'amener le président du Conseil municipal de Santo Antão et quelques-uns de ses membres jusqu'à la communauté, afin de leur exposer in situ leurs problèmes. Mission accomplie avec succès: à leur retour, les parlementaires ont pris la parole au Conseil et ont transmis un rapport au Ministère de l'Environnement afin que des ressources humaines et financières soient dégagées pour solutionner les problèmes.



Guinée-Bissau: l'économie solidaire, une alternative pour le développement

Dans un contexte socio-économique et politique qui engendre la pauvreté, encore aggravé par la suspension de l'aide européenne et américaine, l'économie solidaire devient un instrument pour le changement social et politique du pays.

La Table des partenaires de l'économie solidaire ou Table de l'ECOSOL a été créée en 2013. Les participants ont en commun la volonté de partager leurs connaissances et leurs pratiques en la matière. Les organisations fondatrices de la Table ECOSOL sont le PROCIVICUS/Guinée Bissau, ONG qui regroupe les différents partenaires de Solidarité Socialiste en Guinée Bissau: ENGIN ONG, Central Social ONG et Mozdahir International (IMI). Ces quatre organisations interviennent dans plusieurs régions du pays. En 2014 l'association APALCOF, basée à Contuboeil (Est du pays) a intégré la table de l'ECOSOL. « L'objectif n'est pas d'apprendre pour apprendre, explique Helena Said, » ce qui nous intéresse c'est de bâtir un mouvement d'économie solidaire en Guinée-Bissau. Le pays est petit mais présente beaucoup de diversité culturelle et ethnique et il a besoin aussi de renforcer les messages de tolérance, et de respect à la différence. La Table de l'ECOSOL cherche à les inculquer au travers de pratiques qui poursuivent l'objectif commun d'améliorer les conditions de vie de notre peuple par le développement d'un mouvement porteur de changement social, soucieux des plus faibles. Nous cherchons à impulser dans notre société de nouvelles politiques publiques, actuellement presque inexistantes en matière d'économie sociale et solidaire ». Pour Antonio de APALCOF, « L'économie solidaire est porteuse d'espoir pour les femmes de la région de Contuboeil. » Elles sont de grandes productrices de riz et elles peuvent libérer ensemble beaucoup de communautés de la dépendance par rapport aux semences venues de l'extérieur via des échanges dans le réseau. Pour Braïma Sambu Dabo, coordinateur du PROCIVICUS, la contribution essentielle de la Table de l'ECOSOL est « de montrer aux gens qu'il est possible de développer des activités économiques selon un mode de fonctionnement transparent et démocratique. Un défi énorme en Guinée-Bissau, après des années d'instabilité politique et au vu de la montée en puissance d'une idéologie néo-libérale qui profite aux plus forts, alors que nous voulons une économie en faveur des plus faibles ».



Carte d'identité

Contrairement aux attentes après le coup d'Etat de 2012, et malgré les recommandations réitérées de l'ONU, les élections présidentielles n'ont toujours pas eu lieu en 2013 en Guinée Bissau. L'instabilité politique se répercute aux plans social et économique: l'accès à l'eau et à l'électricité ne sont pas garantis, les salaires impayés, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, engendrent des grèves à répétition. La situation est encore aggravée par les sanctions de l'UE et des USA qui ont suspendu leur coopération avec le pays.

En Guinée Bissau, Solidarité Socialiste soutient deux organisations (AD - Action pour le développement et ADIM - Action pour le développement intégral de la femme) qui, à leur tour, encadrent un réseau urbain d'associations urbaines et 4 réseaux d'associations paysannes, soit 5 associations urbaines d'économie sociale et 12 organisations villageoises paysannes.

Budget réalisé en 2013 : 245.916,17 €

L'amélioration de la production de la noix de Caju, aujourd'hui vendue non transformée aux intermédiaires, pourrait accroître les revenus des paysans guinéens. Mais pour ça il faut investir dans la formation et stimuler la coopération entre les petits producteurs. Ainsi nous pourrions développer un marché solidaire interne

Josefa - Centrale Sociale





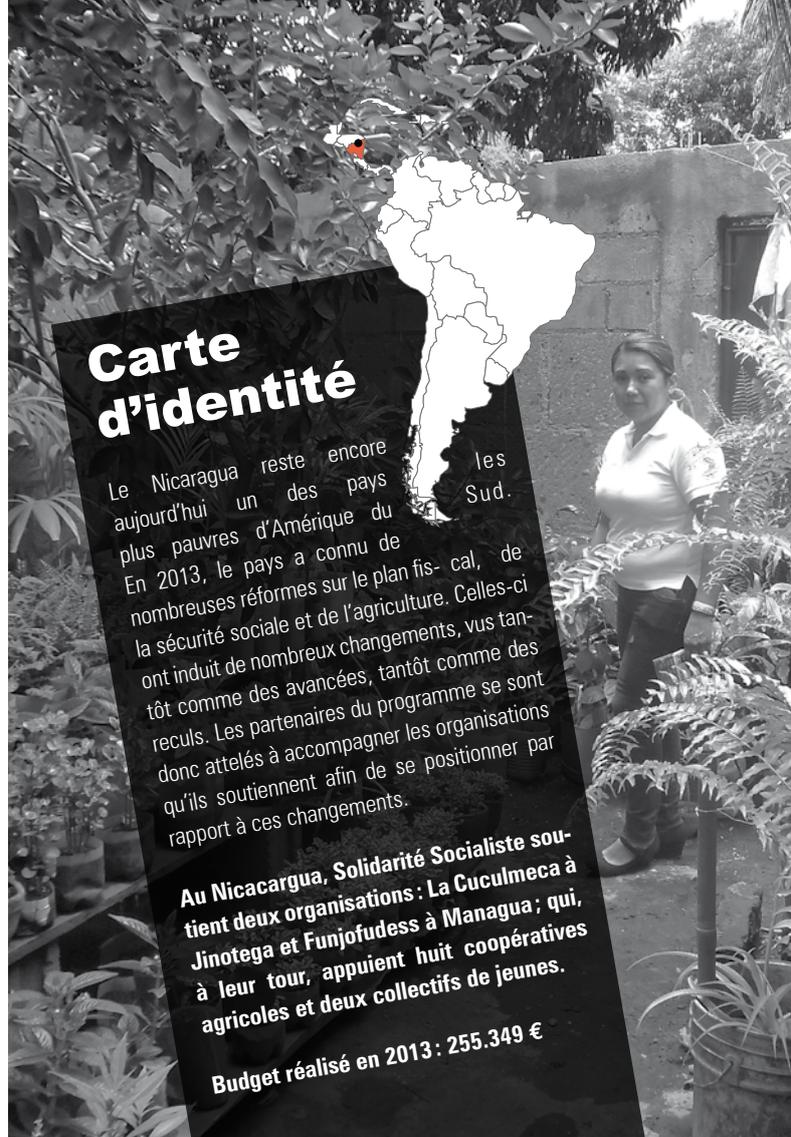
Nicaragua: Tierra Prometida, le quartier où il fait bon vivre

Dans les années 90, des populations pauvres et sans terre viennent s'installer dans le quartier de Tierra Prometida de Managua au Nicaragua. 1600 habitants se regroupent avec l'appui de FUNJOFUDESS, organisation partenaire de Solidarité Socialiste.

Rapidement, ils s'attaquent à des problèmes concrets qui touchent la communauté, comme l'électrification, l'accès à l'eau potable et la santé. En 2008, l'organisation AFODECOM est créée suite à des élections rue par rue; et un leader est élu. Les principales priorités de l'organisation sont alors définies ce qui débouche notamment sur l'organisation d'un potager communautaire, de cours de danse et de consultations ophtalmologiques. Ils obtiennent également, grâce au plaidoyer qu'ils mènent vers les autorités, la construction de routes et un système d'électrification du quartier.

Le fonds rotatif, instrument de développement

Mais surtout, un fonds rotatif est alors créé. Les habitants du quartier, habituellement non éligibles aux crédits traditionnels, peuvent demander une somme d'argent qu'ils doivent rembourser après un certain délai. Ce sont les membres d'AFODECOM qui définissent collectivement les conditions d'accès à ce fonds et les modalités de remboursement. Alors qu'avec le micro-crédit traditionnel de nombreux habitants étouffaient lors du remboursement de leur prêt (taux d'intérêts souvent trop élevés), avec le fonds rotatif ce problème ne se pose pas. On voit fleurir le petit entrepreneuriat dans le quartier, par exemple des boutiques de couture, de coiffure et un fleuriste. Les habitants du quartier peuvent également faire appel au Fonds pour améliorer leur logement, souvent insalubre: ils refont ainsi leur toiture ou construisent des sanitaires. Ce fonds rotatif a ainsi pu bénéficier directement à 145 personnes et leur famille.



Carte d'identité

Le Nicaragua reste encore aujourd'hui un des pays les plus pauvres d'Amérique du Sud. En 2013, le pays a connu de nombreuses réformes sur le plan fiscal, de la sécurité sociale et de l'agriculture. Celles-ci ont induit de nombreux changements, vus tantôt comme des avancées, tantôt comme des reculs. Les partenaires du programme se sont donc attelés à accompagner les organisations qu'ils soutiennent afin de se positionner par rapport à ces changements.

Au Nicaragua, Solidarité Socialiste soutient deux organisations: La Cuculmecca à Jinotega et Funjofudess à Managua; qui, à leur tour, appuient huit coopératives agricoles et deux collectifs de jeunes.

Budget réalisé en 2013: 255.349 €

Et après ?

Au terme de l'année 2013, le programme de Solidarité Socialiste a pris fin au Nicaragua et AFODECOM fait aujourd'hui face à de nombreux défis: l'association cherche à collaborer avec des instituts techniques qui leur permettront de donner des formations reconnues et valorisées aux habitants de Tierra Prometida. AFODECOM cherche aussi à rejoindre des réseaux d'organisations à Managua afin de porter ensemble des revendications politiques fortes, permettant à la fois de relayer les revendications du quartier, mais aussi de trouver des opportunités de financement. En effet, le dernier défi d'AFODECOM est de formuler des projets pour obtenir des subsides.

Le travail d'AFODECOM est aujourd'hui vaste, se renouvelant en fonction des besoins exprimés par la communauté. L'organisation accompagne ainsi des enfants du primaire pour des cours de rattrapage, organise des comités de services aux femmes, développe des paniers solidaires pour promouvoir l'alimentation saine, etc. Aujourd'hui, Tierra Prometida est devenu un quartier où il fait bon vivre...



RDC: des cadres de concertation pour le développement

L'année 2013 en RDC a été marquée par l'organisation, à l'initiative du Président de la République, de concertations nationales, au cours desquelles la décision a été prise de faire entrer la Société Civile (SC) dans le futur gouvernement. A l'Est du pays la victoire militaire des Forces Armées de la RDC, avec l'appui de la communauté internationale, sur les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) donne un nouvel espoir de retour à la paix et réhabilite les circuits d'échanges et de commercialisation entre les zones agricoles et les centres de consommation. La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a été restructurée. Elle compte désormais en son sein des acteurs de la société civile. Mais les élections locales, premier échelon de la démocratie, sont encore postposées et ce, depuis plus de deux ans. Dans le secteur agricole, même si les budgets affectés au développement de l'agriculture, intégrant les organisations paysannes, ont été revus à la hausse, l'agrobusiness prend le pas au détriment de l'agriculture familiale. Le risque de voir disparaître, dans certaines régions, les petits producteurs agricoles est réel.

L'année 2013 marque l'implication des organisations congolaises partenaires de Solidarité Socialiste au sein des cadres de concertation et des synergies de la société civile de leur milieu respectif. Différents éléments du contexte (participation de la Société Civile au Gouvernement, à la CENI, dans diverses commissions parlementaires...) donnent encore plus de sens à leur action. Elles vont pouvoir renforcer tous les lieux de concertations en lien avec leurs thématiques de travail (protection sociale et accès à une santé de qualité, bonne gouvernance, organisation d'élections transparentes, participations citoyennes, soutien à l'agriculture familiale, ...), aux niveaux local, provincial et national et contribueront à alimenter le travail des représentants de la Société Civile au Gouvernement et au Conseil Economique et Social.

Le réseau PRODDes, organisateur du Forum Social Africain

Dakar, juillet 2012, la décision est prise : le 6e Forum Social Africain (FSA) s'organisera du 17 au 20 janvier 2013 à Kinshasa. Les organisations partenaires de Solidarité Socialiste, le CENADEP à Kinshasa, le CRAFOP, en Equateur et la Plate-forme DIOBASS au Sud Kivu, regroupés au sein d'un réseau, le PRODDes (Promotion de la Démocratie et des Droits Economiques et Sociaux), étaient à l'initiative de l'organisation de ce Forum Social Africain, en tant que membre du Comité local d'Organisation (secrétariat du Forum Social Congolais).

Au cours de ces trois journées de travaux, les participants, soit une quinzaine de délégations africaines, ont pu analyser et débattre des causes de la dégradation sociale et économique en Afrique. Mais aussi et surtout, proposer des alternatives concrètes en construisant des alliances avec les organisations de toute l'Afrique sur les thématiques des droits sociaux, de la démocratie, de la paysannerie, du genre, de la paix et de la sécurité. Ces revendications et alternatives seront, en outre, portées au Forum Social Mondial de Tunis en mars 2013. Un moment fort de luttes communes à toute l'Afrique pour un monde meilleur et plus juste !



Carte d'identité

La République Démocratique du Congo, pays le plus vaste d'Afrique Centrale est, l'un des deux pays les plus pauvres au monde (la RDC occupant la 186^e place au classement de l'IDH) alors qu'avec son potentiel économique considérable, paradoxalement, il pourrait être un des moteurs économiques de l'Afrique. Ses besoins en matière de maintenance et de reconstruction sont énormes mais ses institutions restent faibles. Sa fiscalité est limitée et sa gouvernance préoccupante. Malgré certains progrès, de nombreuses communautés vivent dans des conditions précaires, avec peu d'accès à des services publics compétents et de qualité et aux marchés pour y acheter ou y vendre biens et produits. L'urgence humanitaire est toujours d'actualité dans les zones les plus instables où la résurgence de conflits représente encore un risque majeur et le taux de violences sexuelles est très élevé.

En RD Congo, Solidarité Socialiste soutient à l'Equateur le CRAFOP, au Nord et Sud Kivu, la Plateforme Diobass et à Kinshasa le Cenadep. Ces quatre organisations sont regroupées au sein du Réseau Pour la Promotion de la Démocratie et des Droits Economiques et Sociaux (PRODDes). Ensemble, ce sont trois Fédérations paysannes, 15 réseaux d'organisations urbaines, 12 d'organisations rurales et une vingtaine d'associations qu'ils accompagnent. Le PRODDes est partie intégrante de la société civile congolaise et y joue un rôle actif.

Budget réalisé en 2013 : 395.149,24 €



AU NORD, INFORMER ET SENSIBILISER

Le développement Nord/Sud passe également par des changements d'attitudes, de mentalités, de modèle de production/consommation de la société au Nord. Que pouvons-nous faire ici pour changer les choses? C'est aussi à travers ce prisme que doit s'exprimer la solidarité internationale. Solidarité Socialiste mène dans ce sens un travail d'information, de mobilisation et d'éducation au développement. Le public-cible de l'action de Solidarité Socialiste en Belgique est son public d'origine, celui qui constitue également son ancrage social, à savoir les organisations de travailleurs (la FGTB en particulier) et les associations mutualistes (UNMS et Fédérations) et d'éducation permanente qui appartiennent à l'action commune socialiste, ainsi que les mandataires politiques.

Eduquer au changement

En 2013, dans le cadre de son action d'Education au développement, Solidarité Socialiste et les Femmes Prévoyantes Socialistes (FPS) ont réalisé trois outils de sensibilisation.



« Ecoute Mutu'Elles - Petites causeries du Nord au Sud », consiste en 4 reportages radio portant sur la thématique des mutuelles de santé et des plannings familiaux au Nord et au Sud.

« KIKADIKOI » est un outil de type photo-langage sur les stéréotypes de genre au Nord et au Sud.



Une collaboration a également porté sur le contenu du journal parodique « L'inamicale », réalisé par les FPS dans le cadre d'une campagne sur la sécurité sociale.

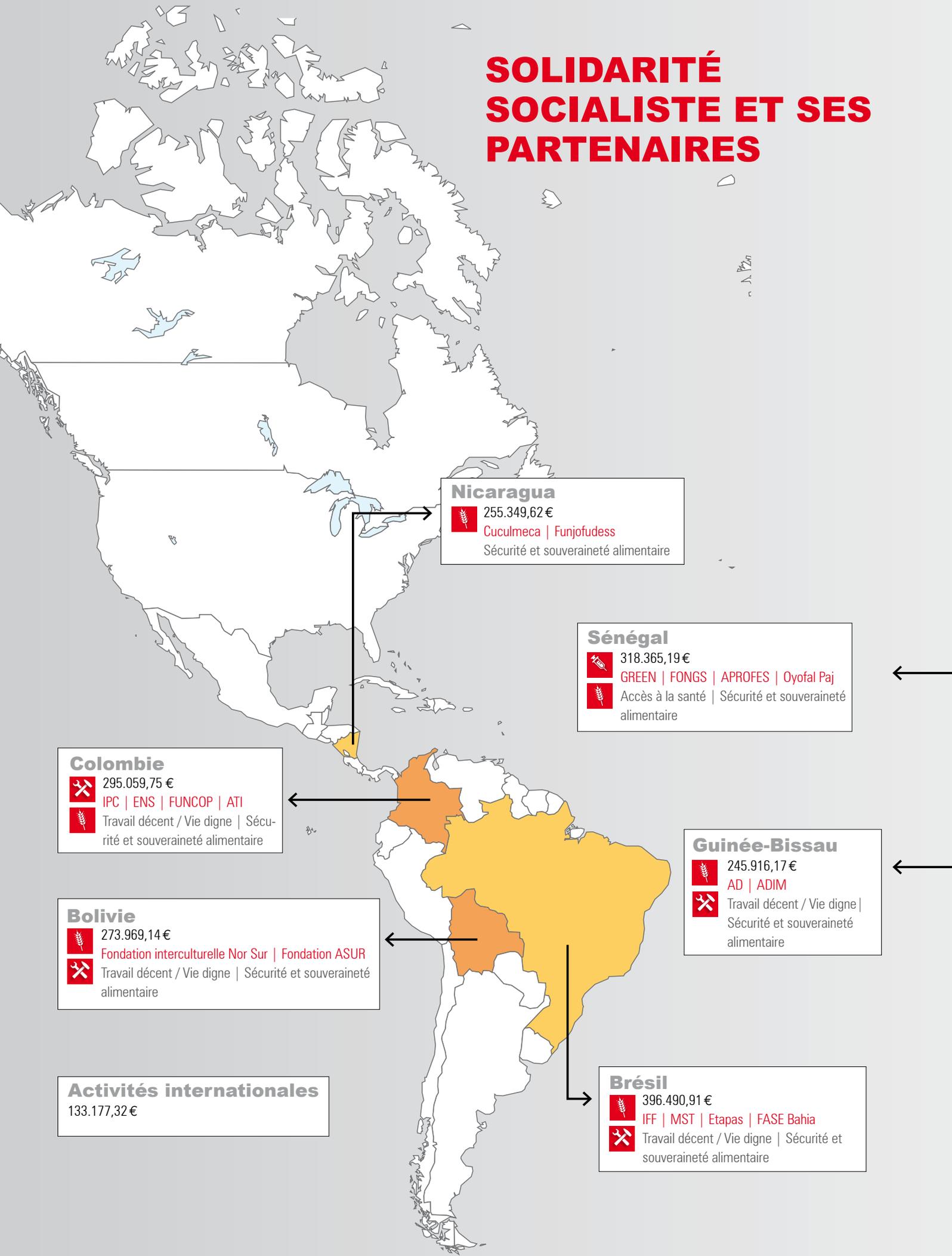


En termes de mobilisation et de visibilité, l'événement marquant en 2013 a été l'organisation des 50 ans de Solidarité Socialiste et de nos homologues flamands FOS. Un débat sur la protection sociale au nord et au Sud a été organisé avec l'intervention de 2 partenaires Sud et des représentants du PS, des Mutualités Socialistes et de la FGTB.



Un autre moment fort a été la « Fête des Solidarités », un nouveau festival organisé le premier week-end de septembre sur le site de la Citadelle de Namur par la Mutualité Socialiste /Solidaris. Un grand espace de la solidarité internationale a été coordonné par Solidarité Socialiste afin de mettre en avant des revendications propres à plusieurs ONG et associations (achACT, Fian International, Autre Terre, SETM), ainsi que l'outil de sensibilisation « Ecoute Mutu'Elles » réalisé avec les FPS. Plus de 25 000 festivaliers étaient présents lors de cette première édition du festival.

SOLIDARITÉ SOCIALISTE ET SES PARTENAIRES



Nicaragua
255.349,62 €
Cuculmecca | Funjofudess
Sécurité et souveraineté alimentaire

Sénégal
318.365,19 €
GREEN | FONGS | APROFES | Oyofal Paj
Accès à la santé | Sécurité et souveraineté alimentaire

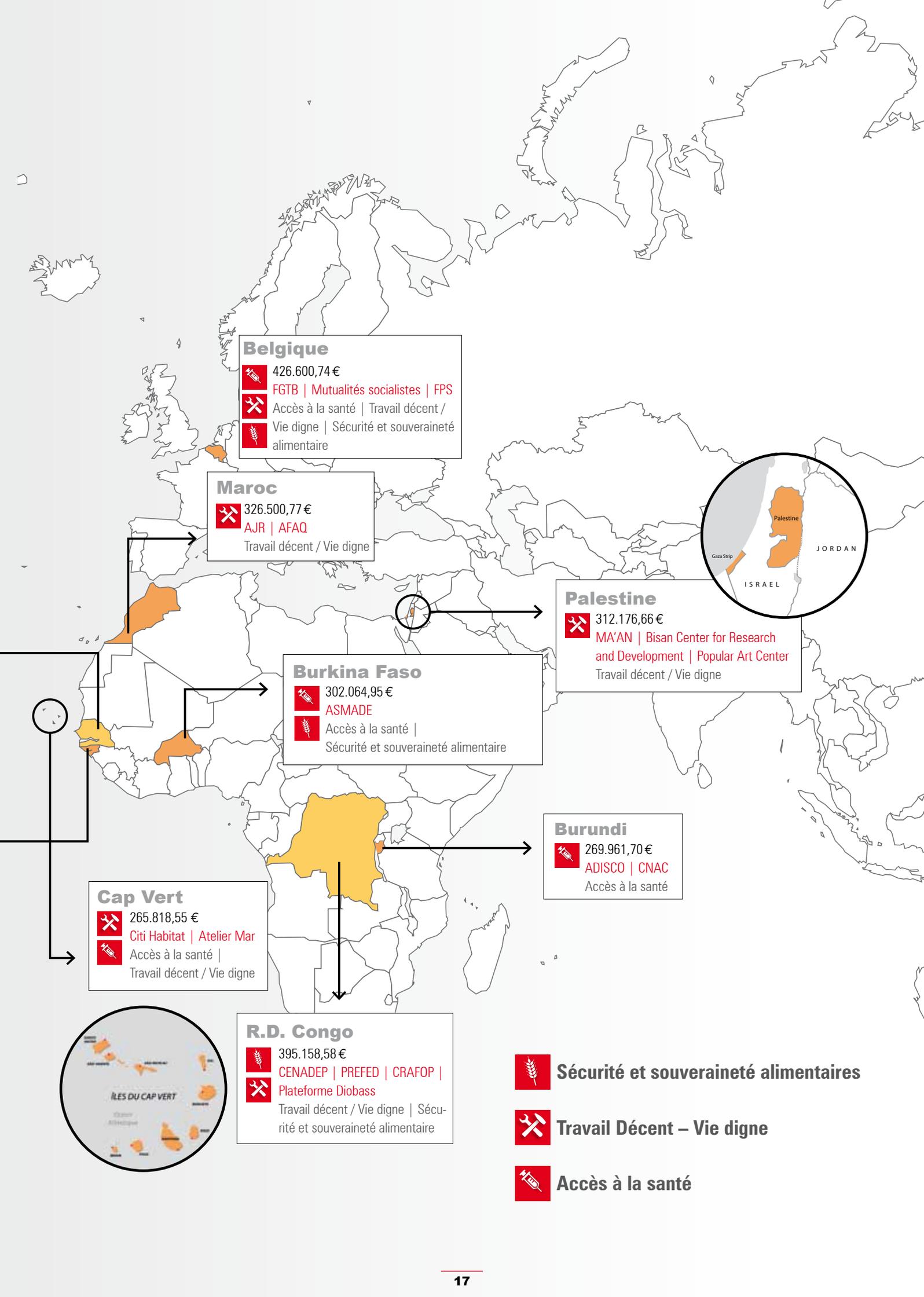
Colombie
295.059,75 €
IPC | ENS | FUNCOP | ATI
Travail décent / Vie digne | Sécurité et souveraineté alimentaire

Bolivie
273.969,14 €
Fondation interculturelle Nor Sur | Fondation ASUR
Travail décent / Vie digne | Sécurité et souveraineté alimentaire

Guinée-Bissau
245.916,17 €
AD | ADIM
Travail décent / Vie digne | Sécurité et souveraineté alimentaire

Brésil
396.490,91 €
IFF | MST | Etapas | FASE Bahia
Travail décent / Vie digne | Sécurité et souveraineté alimentaire

Activités internationales
133.177,32 €



Belgique
426.600,74 €
FGTB | Mutualités socialistes | FPS
Accès à la santé | Travail décent /
Vie digne | Sécurité et souveraineté
alimentaire

Maroc
326.500,77 €
AJR | AFAQ
Travail décent / Vie digne



Palestine
312.176,66 €
MA'AN | Bisan Center for Research
and Development | Popular Art Center
Travail décent / Vie digne

Burkina Faso
302.064,95 €
ASMADE
Accès à la santé |
Sécurité et souveraineté alimentaire

Burundi
269.961,70 €
ADISCO | CNAC
Accès à la santé

Cap Vert
265.818,55 €
Citi Habitat | Atelier Mar
Accès à la santé |
Travail décent / Vie digne



R.D. Congo
395.158,58 €
CENADEP | PREFED | CRAFOP |
Plateforme Diobass
Travail décent / Vie digne | Sécu-
rité et souveraineté alimentaire

- Sécurité et souveraineté alimentaires
- Travail Décent – Vie digne
- Accès à la santé



Marche de clôture du FSM en l'honneur de la Palestine

ET AUSSI...

Des échanges internationaux

Afin de renforcer leur travail de terrain, les partenaires de Solidarité Socialiste reçoivent son appui pour organiser ou participer à des rencontres internationales.

2013 a été l'occasion de plusieurs évènements de ce type :

Neuf ateliers méthodologiques organisés dans tous les pays d'intervention de notre ONG au cours du 1^{er} semestre 2013 ont permis de définir avec les organisations partenaires de Solidarité Socialiste les axes de travail pour la période 2014-2016.

Une Rencontre internationale sur la Couverture maladie universelle et les mutuelles communautaires de santé («*Quel positionnement pour les Organisations de la société civile ?*») a été organisée par les partenaires sénégalais au mois de novembre. Ils se sont réunis avec les représentants de 11 autres organisations également appuyées par Solidarité Socialiste dans 5 pays, ainsi qu'avec des mutualistes sénégalais et des pouvoirs publics (Ministère de la Santé, coopération belge), profitant du moment où le gouvernement a démarré une nouvelle politique de santé qui s'appuie sur les mutuelles communautaires.

Une Rencontre internationale sur l'économie sociale et solidaire au Brésil en décembre, qui a réuni des organisations de 7 pays. L'objectif était d'améliorer le savoir-faire en Economie Sociale et Solidaire des partenaires de Solidarité Socialiste à partir d'échanges d'expériences et de visites de terrain.

Participer aux Forums sociaux

Dans le cadre de leurs actions communes, la FGTB et Solidarité Socialiste ont pu participer, ensemble, à différents Forums Sociaux.

Le Forum Social mondial de Tunis en mars aux côtés de la délégation de la FGTB, de ses partenaires syndicalistes de différents pays et des mandataires socialistes présents sur place. Cette semaine a permis aux représentants de 5 organisations partenaires de Solidarité Socialiste d'alimenter les échanges et

les analyses sur les questions d'accès aux ressources, la protection sociale, les droits syndicaux et l'économie sociale et solidaire.

Le Forum Social Africain s'est tenu à Kinshasa en janvier. Coordonné notamment par le Proddes, réseau d'organisations partenaire de Solidarité Socialiste au Congo, il a rassemblé environ 5.000 participants durant 4 jours de débats sur les questions telles que les violences faites aux femmes lors des conflits armés, les droits économiques et sociaux, le pillage des ressources naturelles, les politiques de commerce et de coopération. Solidarité Socialiste et la FGTB (IFSI) y représentait la délégation belge.



Des projets financés par d'autres bailleurs que la coopération belge

En 2013, le projet PREDYSOC II (Dynamiques Socio-éco Cibitoke II - Burundi) appuyé par la Loterie Nationale, enregistre plusieurs avancées importantes dont celles de la maîtrise par les coopératives de leurs filières de productions agricoles (café, banane, riz, manioc et haricot), ce qui contribue à améliorer leurs conditions de vie et favorise la cohésion sociale et la cohabitation pacifique sur les collines.

Autre projet financé par la Loterie Nationale poursuivi en 2013 : le renforcement institutionnel de la Fédération des mutuelles de santé des caféiculteurs du Burundi (FEMUSCABU). Les mutuelles disposent aujourd'hui d'une faîtière capable d'appuyer les mutuelles de base et leurs unions et de revendiquer l'amélioration de la qualité des services de santé.

Le projet d'appui aux mutuelles de santé des caféiculteurs pour l'accès aux médicaments, introduit par Solidarité Socialiste (Mutualité Socialiste du Hainaut Occidental) et financé par le WBI, a quant à lui permis la mise en place de la pharmacie le Quiquina. Pour renforcer sa viabilité économique, un Centre de santé lui a été annexé ; il a été inauguré le 17 décembre.

Le projet AgriCongo RDC porté par neuf ONG belges dont Solidarité Socialiste, et financé par la coopération belge sur une ligne spécifique, a pris fin en octobre 2013. Il a permis la structuration et le renforcement d'organisations paysannes au niveau national (CONAPAC) et dans plusieurs provinces congolaises.

En Bolivie un projet de renforcement socio-économique de 5 communautés de la municipalité de Sorata afin d'assurer leur sécurité alimentaire a été soutenu par le Gouvernement Wallon. Il prévoit la mise en place de 4 projets d'irrigation et un de culture de légumes.

La Région Wallonne a également soutenu un projet de développement social participatif dans deux des municipalités des plus pauvres de Bolivie, Poroma et Tacobamba.

Enfin, dans le cadre de l'appel à projets 2012 relatif aux « Objectifs du Millénaire » de la Loterie Nationale un projet a été mis en œuvre visant la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux en Colombie. Cet appui permet de renforcer les organisations communautaires dans leur action de revendication de leurs droits socio-économiques.

Projets d'irrigation et de culture de légumes, Sorata, Bolivie.



Marche d'ouverture du FSA, Kinshasa



DES SUPPORTS DE COMMUNICATION VERS NOTRE PUBLIC

Notre trimestriel papier: l'Alter Egaux

Solidarité Socialiste édite un trimestriel d'information, Alter Egaux, destiné à ses donateurs et sympathisants. En 2013, cinq numéros d'Alter Egaux ont été diffusés par voie postale à 1.500 exemplaires et distribués à l'occasion d'événements auxquels Solidarité Socialiste a participé. Outre la présentation de notre action de terrain, ils se proposent aussi de mettre en évidence l'engagement de mandataires politiques ou associatifs socialistes dans le domaine de la solidarité internationale. En 2013, l'Alter Egaux a donc donné la parole sur ce thème à Jean-Pascal Labille, Marie Arena, André Flahaut et Rudy Demotte.



Notre newsletter: Le Croco

10 numéros de la newsletter électronique de Solidarité Socialiste ont été réalisés de janvier à décembre 2013 et diffusés vers environ 2500 destinataires.

Le travail sur notre Banque de données, notre moteur et nos listes d'envoi se poursuit de manière continue afin de les actualiser et de les alimenter.

Le propos du Croco n'est pas de promouvoir Solidarité Socialiste (rôle d'Alter Egaux et des brochures de présentation), mais bien de relayer vers un public de mandataires politiques, associatifs, et de sympathisants de l'information autour des enjeux Nord Sud et de la mondialisation. Nous diffusons également des infos produites par les Mutualités socialistes, la FGTB, les FPS, les plates-formes d'ONG dont nous sommes membres) ou par les mandataires PS (produit de leur travail parlementaire, par exemple). Les contenus du Croco (<http://croco.solsoc.be/>) se focalisent sur les thèmes et les priorités de l'ONG. Les invités, souvent des représentants d'organisations sud, expriment des points de vue autour de ces mêmes préoccupations. Le moteur d'envoi nous fournit des données statistiques précises: sur les 10 numéros de 2013, soit 23.481 envois, 3865 ont été consultés et 2797 vus sur notre page Facebook. En sus, Solidarité Socialiste en 2013 a également diffusé 6 communiqués de presse relayés sur notre site et page Facebook: *L'Afrique des Peuples est en marche!*; *Clôture du Tribunal Russell sur la Palestine à Bruxelles*; *Le Tribunal Russell demande à la Cour Pénale Internationale d'enquêter sur les crimes israéliens*; *Solidarité Socialiste au Forum Social Mondial 2013 à Tunis*; *Colombie: encore trois défenseurs des droits humains menacés de mort*.

Notre site internet: www.solsoc.be

Outre une présentation de Solidarité Socialiste, le site présente les actions réalisées au Nord et au Sud, ainsi que les partenaires concernés. Une carte interactive permet une recherche par zone géographique.

Le site comprend un espace dédié 'A la Une', ainsi qu'un second espace consacré aux actualités qui prend la forme d'un « accordéon » animé. Le site est régulièrement mis à jour en fonction de l'actualité générale, de Solidarité Socialiste et de ses partenaires.

Il permet de consulter les Alter Egaux (depuis le premier numéro, janvier-février 2003) en format PDF, ainsi que les numéros des Crocos (depuis avril 2006). Il dispose également d'entrées vers le don en ligne, vers un espace 'donateurs' et 'legs', et offre la possibilité de consulter des documents (hors-séries de la revue Politique, dossiers thématiques, études de cas, rapport annuel, outils de sensibilisation et/ou d'éducation, ...).

DES PROCESSUS DE CERTIFICATION

Solidarité Socialiste, ses partenaires l'apprécient, un gage de professionnalisme et de qualité

Solidarité Socialiste a été classée 6^{ème} sur 58 ONG, dans le rapport de l'un des évaluateurs indépendants les mieux cotés, Keystone, sur la satisfaction des organisations du Sud soutenues financièrement par des ONG belges, luxembourgeoises, de l'Union européenne, de Suisse et des Etats-Unis. Sur les 12 ONG belges et luxembourgeoises concernées, Solidarité Socialiste est à la deuxième place sur le podium. Les témoignages sont anonymes, ce qui les rend d'autant plus éloquentes. Travailler avec Solidarité Socialiste, c'est manifestement différent et enrichissant!

De plus, depuis 2012, Solidarité Socialiste est également entrée dans un processus d'amélioration continue au travers de la méthodologie EFQM. Il s'agit d'un processus de certification de la qualité de la gestion de notre asbl initié au sein de la Fédération des ONG «ACODEV». Cette initiative a impliqué différents groupes de travail interne. Résultat: le 28 mai 2013 Solidarité Socialiste a obtenu la certification «Committed to excellence» auprès de l'organisme agréé en la matière, B-best!

SANS DON, PAS D'ACTIONS

L'appui à des partenaires et à leurs projets dans le sud est indissociablement lié à notre réseau de donateurs institutionnels et privés. Les ressources récoltées nous permettent en effet de bénéficier du cofinancement de la coopération belge ou de mener parallèlement des actions spécifiques. En 2013, Solidarité Socialiste a mis en place une nouvelle stratégie de récolte de fonds afin d'encourager davantage les dons réguliers de donateurs individuels, organisationnels et institutionnels et d'en rechercher de nouveaux. Cette stratégie se recentre sur le public historique de notre ONG, à savoir les membres et sympathisants du Parti Socialiste. Solidarité Socialiste se propose, de manière plus systématisée, d'aller à la rencontre des militants socialistes à travers les fédérations, les unions et les sections communales afin de leur présenter ses actions et de les mobiliser pour les soutenir. En tant qu'unique ONG francophone de l'Action Commune socialiste, Solidarité Socialiste en défend les valeurs sur le terrain Sud. Il est essentiel que son travail soit connu et reconnu au sein de ce public.

En 2013, 865.788,95€ devaient être réunis pour le cofinancement des programmes de Solidarité Socialiste. La totalité de ce montant a pu être mobilisée auprès de donateurs institutionnels, publics et individuels. Mais les défis restent récurrents : fidéliser les donateurs et en mobiliser davantage pour garantir la durabilité de nos actions.

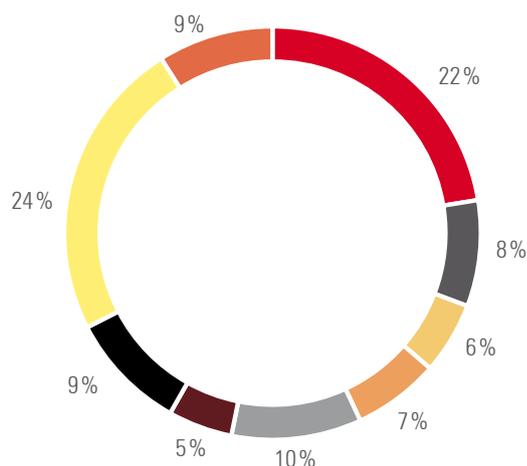
En 2013, quelque 361 donateurs individuels y ont contribué pour un montant total de 52.445,16€.

La mouvance socialiste

Par rapport à l'ensemble des fonds qui doivent être mobilisés chaque année par Solidarité Socialiste (1.908.489€) pour couvrir ses activités et son fonctionnement, les différents piliers de la mouvance socialiste contribuent à hauteur de 445.714€. Il s'agit des Groupes Parlementaires PS, de FONSOC, de la FGTV (HORVAL, Centrale Générale, CEPAG), des Mutualités Socialistes (UNMS, fédérations des mutualités socialistes : Mons Wallonie Picarde, Centre-Soignies-Charleroi, Brabant Wallon, CHWAPI) et de P&V.

UNMS	100.000,00€
Fédérations mutuelles	37.000,00€
CHWAPI	25.000,00€
P&V	30.000,00€
Groupes parlementaires	45.000,00€
FONSOC	22.310,00€
CEPAG 11.11.11	41.404,00€
HORVAL	105.000,00€
CG	40.000,00€

TOTAL 445.714,00€



Le 1^{er} mai

Pour la quatrième année consécutive, Solidarité Socialiste était invitée par la FGTV Bruxelles et Liège à occuper un des stands associatifs. La FGTV Bruxelles lui avait à nouveau confié la tenue d'un des bars principaux au bénéfice de ses projets. A Liège, était organisée une vente de nos fameux « cocktails du Sud ». Pas moins de 4.790€ ont pu être récoltés via cette collaboration !

Cartes de vœux

En fin d'année, la traditionnelle vente des cartes de vœux au bénéfice des projets de Solidarité Socialiste a permis de mobiliser 4.110€.

Opération 11.11.11 pour le droit à l'alimentation

Solidarité Socialiste participe chaque année à la Campagne de récolte de fonds et de sensibilisation du CNCD-11.11.11. La campagne de 2013 portait sur le droit à l'alimentation, une thématique centrale pour les partenaires Sud de Solidarité Socialiste. Toute l'équipe s'est ainsi mobilisée, que ce soit aux sorties des magasins, au PS ou à la Commission Européenne pour vendre les produits de la Campagne. Grâce à cette participation à la campagne, 84.988€ ont été attribués à Solidarité Socialiste et au CEPAG pour soutenir les programmes au Brésil, au Cap-Vert et en Guinée Bissau, ainsi qu'en Palestine.

Les 20 km de Bruxelles: We ran for Palestine!

Lors de l'édition 2013 des 20km de Bruxelles, c'est une équipe de 21 coureurs boostés à bloc qui a parcouru les plus belles artères de la capitale. Et si leurs corps surentraînés étaient à Bruxelles, leurs cœurs étaient en Palestine, auprès des jeunes soutenus par nos partenaires du Bisan Center for Research and Development, MA'AN Development Center et Popular Art Centre. Leurs efforts conjoints ont permis de réunir 665€ pour soutenir les activités des organisations palestiniennes de jeunes.

Campagne Testament.be

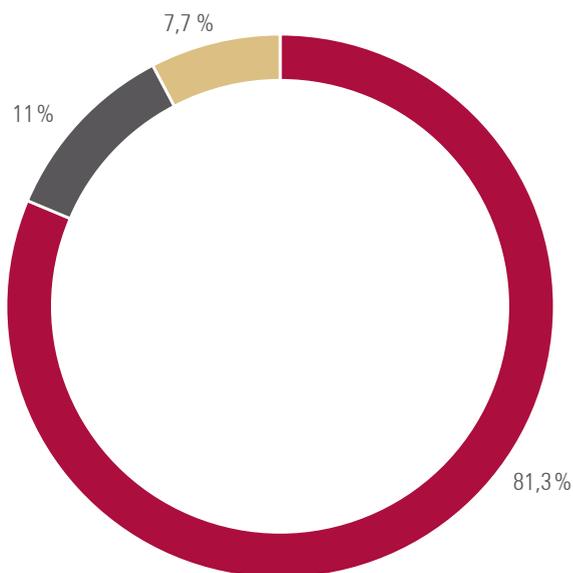
En ce qui concerne les legs et donations, Solidarité Socialiste est membre de Testament.be et a participé à la campagne 2013 de l'association. Nous avons pris part au Salon du Testament, qui s'est déroulé à Bruxelles le mardi 17 décembre 2013. De janvier 2013 à mars 2014, 11 personnes ont manifesté leur intérêt pour les legs en duo au bénéfice de Solidarité Socialiste.

Ethique dans la Récolte de Fonds

Solidarité Socialiste a fait acte de candidature pour devenir membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (A.E.R.F.) ; l'ONG a été reconnue comme recevable au vu de ses critères pour la récolte. Elle fait désormais partie des membres de l'AERF depuis fin 2013.

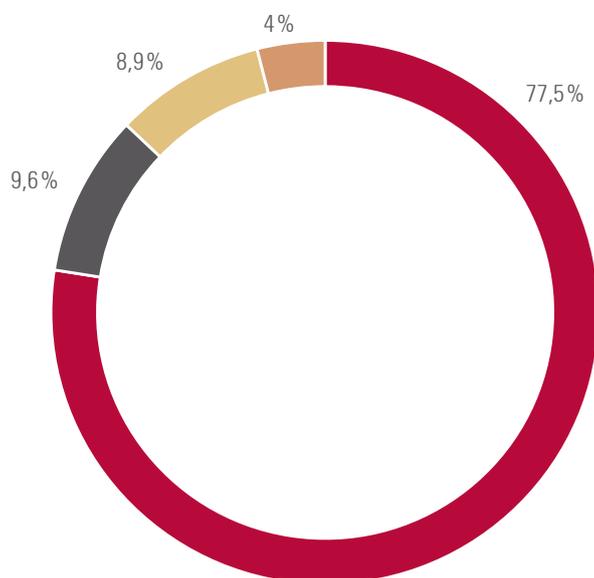
D'OÙ PROVIENNENT ET COMMENT SE RÉPARTISSENT NOS RESSOURCES

a) Répartition des ressources de Solidarité Socialiste



Coûts opérationnels des programmes et projets	4.512.958,36 €
Coûts d'administration de Solidarité Socialiste	608.358,74 €
Coûts de gestion des programmes	426.600,75 €

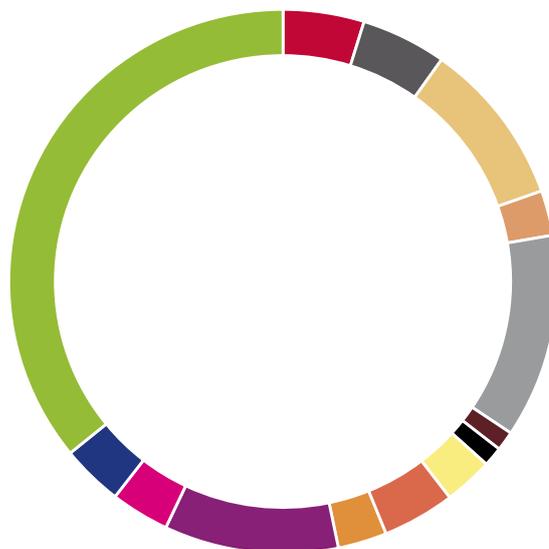
b) Structure des coûts des programmes et projets de Solidarité Socialiste



Programmes développement Sud	3.732.498,54 €
Education, Information, plaidoyer	463.762,67 €
Coûts de gestion	426.600,75 €
Coûts de structure	193.205,78 €

TOTAL 4.816.067,74 €

c) Fonds mobilisés par Solidarité Socialiste pour le cofinancement de ses programmes



CEPAG 11.11.11	41.404,00 €
SOLSOC 11.11.11	43.584,00 €
WBI	84.717,00 €
Donateurs	23.122,25 €
Fonds Alimentation	105.000,00 €
Fonds Papier	10.000,00 €
Fonds Coiffeuses	10.000,00 €
UNMS	25.000,00 €
Fédé. Mutuelles	37.000,00 €
CHWAPI	25.000,00 €
Solidaris Int.	88.909,90 €
P&V	30.000,00 €
Fonds Structure	31.593,95 €
Actiris	310.457,85 €
TOTAL	865.788,95 €



INSTANCES ET L'ÉQUIPE

L'Assemblée Générale

Elle est composée de tous les membres associés qui sont les seuls à disposer de la plénitude des droits et à exercer le droit de vote aux assemblées générales. Ils sont issus de quatre composantes : le mouvement socialiste au sens large ; la Mutualité socialiste, la FGTB (fédérale, Interrégionale de Bruxelles et Interrégionale Wallonne), et de personnes issues de la société civile, du monde associatif et du monde politique progressiste, reconnues pour leur engagement et leur compétences dans le domaine de la solidarité et des relations internationales.

En font partie, au 31 décembre 2013, ANNET Pierre, ARENA Marie, BEAUFORT Alain, BODSON Thierry, BOUARFA Sfia, BOURGAUX Jacques, BRUMAGNE Dominic, COHEUR Alain, COLLARD Marie-Caroline, CORNIL Jean, CORNU Tanguy, EBOKO Rose, EL FASSI Chiraz, EMONTS Claude, GAMBINI Antonio, GENBAUFFE Jean-Pierre, GIET Thierry, GODIN Etienne, GOLDSTEIN Yves, GOSELIN Frédéric, HAGIEFSTRATIOU Martini, HUTCHINSON Alain, JAMOULLE Véronique, JOTTRAND Gabrielle, LAHSSAINI Fouad, LALIEUX Karine, LALOY Marie-José, LAMAS Rafael, LARDOT Pierre, LECLERCQ-HANNON Maxime, LOOTENS Paul, MAHOUX Philippe, MICHIELS Jacques, PARMENTIER Hervé, PIERART Nathalie, RAMQUET Jean-François, SAIDI Fatiha, SIMONIS Isabelle, SPELTDOORN Marnic, STOKKINK Denis, TAMINIAUX Willy, TARABELLA Marc, VAN MUYLDER Philippe, VIDEGAIN Victoria, ZRIHEN Olga.

Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de Solidarité Socialiste est l'instance de décision ultime en ce qui concerne la gestion et l'administration de l'association. En étaient membres au 31 décembre 2013 : Alain COHEUR, Alain HUTCHINSON, Véronique JAMOULLE, Jean-François RAMQUET, Marie-Caroline COLLARD, Willy TAMINIAUX, Marie ARENA, Sfia BOUARFA, Jacques BOURGAUX, Dominic BRUMAGNE, Etienne GODIN, Martini HAGIEFSTRATIOU, Rafaël LAMAS, Philippe MAHOUX, Philippe VAN MUYLDER, Olga ZRIHEN.

Le Bureau Exécutif

La composition du Bureau Exécutif au 31 décembre 2013 était la suivante :

Président : Alain COHEUR.

Vice-président(e)s : Alain HUTCHINSON, Véronique JAMOULLE, et Jean-François RAMQUET.

Secrétaire : Michel DE JAER.

Trésorier : Willy TAMINIAUX.

Invité permanent : Rafaël LAMAS.

Le Comité Directeur

L'association est dirigée par un nouveau Comité de direction depuis avril 2013. Il est composé du Président, Alain COHEUR ; du Directeur Administratif & Financier, Thibaut MICHOT ; de la Directrice de l'Action de partenariats Sud, Véronique WEMAERE et de la Directrice de l'Action politique et éducative, Pascale BODINAUX, nommés et engagés par le Conseil d'administration. Les directeurs rendent compte au Bureau exécutif.



Véronique Wemaere, Pascale Bodinaux, Thibaut Michot

Le Personnel au 31 décembre 2013

Thibaut MICHOT (directeur administratif et financier), Pascale BODINAUX (directrice de l'Action politique et éducative), Veronique WEMAERE (directrice de l'Action de partenariats Sud & Maroc), Patrick ABEELS (Branding), Odette CAPPE (Administration et secrétariat), Gladys CIFENTES (Partenariats Bolivie et Colombie), Perrine CREVECOEUR (Partenariat Burkina Faso, FPS et veille thématique protection sociale), Sylvie DEMEESTER (Partenariats RD Congo et Burundi), Gilberto FERREIRA DA COSTA (Partenariats Guinée Bissau, Nicaragua, Brésil et Cap-Vert et FGTB), Géraldine GEORGES (Action politique et communication), Chantal JADOT (Coordination suivi/évaluation PGM), Saïfe KAYAL (Logistique et informatique), Alexandra NOEL (Ressources humaines), Casimir NSABIMANA (Comptabilité), François SARRAMAGNAN (Partenariats Palestine et Sénégal), Aurore SCHREIBER (Communication volet Nord et Branding), Karima SEBBAH (Suivi budgétaire des programmes).





SOLIDARITÉ SOCIALISTE



Solidarité Socialiste
Formation, Coopération & Développement

rue Coenraets 68
1060 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 505 40 70
Fax : +32 (0)2 512 88 16
fcd@solsoc.be

www.solsoc.be

CCP 000-0000054-54

